

L'industrie française du nucléaire en crise ouverte

vendredi 10 juin 2016, par [KAISER Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juin 2016).

Sommaire

- [Réputation et confiance \(...\)](#)
- [Une filière condamnée, des \(...\)](#)

Comme on le voit désormais, l'industrie du nucléaire civil est entrée dans une spirale de déclin inexorable que les pouvoirs publics ont été parfaitement incapables d'anticiper. Pas un jour ne se passe sans qu'une nouvelle tuile ne dégringole sur Areva ou EDF, à tel point que l'on pourrait être amené à penser que cette accumulation de déboires est orchestrée pour préparer l'opinion à ce qui nous attend...

Et ce qui nous attend, c'est une diminution bien plus rapide que prévue de la part du nucléaire dans la production énergétique française, avec une explosion des coûts de l'électricité et une incapacité à fournir la production nécessaire dans les périodes de pointes de consommation, faute d'avoir anticipé la transition vers les renouvelables.

Parmi les derniers ennuis d'Areva, le scandale de la falsification des dossiers de fabrication des composants nucléaires sur le site du géant français au Creusot n'est pas le moindre. Tout a commencé lorsque de lourdes erreurs industrielles ont été commises par Areva qui a fourni à EDF et au géant chinois CGNPC des cuves comportant des « zones de faiblesse » pour les réacteurs EPR. Ainsi, alors que la résistance doit être partout de 60 Joules minimum, diverses zones des cuves présentent des résistances nettement inférieures, descendant jusqu'à 36 Joules seulement.

Les conséquences de la découverte de ces malfaçons ont été diverses : d'une part les deux EPR chinois et celui de Flamanville (Manche), qui connaissaient déjà de graves retards, sont définitivement plombés et d'autre part, Areva a été forcée de mener un audit interne de ses activités. Et là, patatras : sur son site du Creusot, devant la gravité des découvertes, l'entreprise a dû avouer « des irrégularités dans le contrôle de fabrication d'environ 400 pièces produites depuis 1965, dont une cinquantaine seraient en service sur le parc électronucléaire français ».

Cette affaire est très grave car en effet, contrairement aux cuves des réacteurs EPR qui ne sont pas en activité, cela signifie que des dizaines de pièces comportant des malfaçons sont actuellement en service dans le parc nucléaire français mais aussi à l'étranger, augmentant encore le risque d'un nouveau Fukushima. Le mépris de cette filière sans scrupule pour la population et les travailleurs est décidément sans limites.

Réputation et confiance ruinées

Quant à la fameuse ASN (Autorité de sûreté nucléaire), réputée intraitable, elle est ridiculisée par ces affaires à répétition et ne rassure plus personne. Mais ce qui est positif pour les antinucléaires, c'est que cette fois-ci, la réputation d'exemplarité d'Areva est définitivement ruinée de même que la

supposée « expertise » française dans le domaine nucléaire. Les clients d'Areva lui demandent désormais des comptes. Du côté de la Bourse, le titre Areva a déjà reculé de près de 20 % depuis le début de l'année. Ce titre valait 72 euros en 2007, il est aujourd'hui à moins de 4 euros... Les boursicoteurs capitalistes eux-mêmes lâchent l'affaire puisqu'ils estiment que pour l'année 2016, le bénéfice net par action pourrait baisser de 90 %. Dans l'opinion publique, la confiance qu'entretenaient les médias depuis des décennies est complètement battue en brèche et l'idée de la sortie du nucléaire progresse inéluctablement dans les esprits.

Mais la série noire pour les nucléocrates ne s'arrête pas là. Puisqu'il est désormais avéré que les nuages radioactifs ne s'arrêtent pas aux frontières, les voisins de la France commencent eux aussi à s'inquiéter sérieusement de l'état de notre parc nucléaire et du danger qu'il fait courir à toutes les populations. C'est la Suisse qui a dégainé la première, le mercredi 2 mars 2016, en portant plainte pour « mise en danger de la vie d'autrui et pollution des eaux » contre la centrale du Bugey (Ain) dont la vétusté est avérée.

Les Suisses en ont profité pour dénoncer le projet d'EDF de construire sur le site, éloigné de 70 km à vol d'oiseau de Genève, le centre de stockage de déchets nucléaires Iceda (installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés), qui doit permettre de stocker une partie des déchets issus des neuf réacteurs d'EDF en cours de démantèlement en France (Brennilis, Bugey-1, Saint-Laurent, Chinon, Creys-Malville). Ils ont même fustigé le seul réacteur du Bugey qui se trouve à l'arrêt depuis le 27 août 2015. Ce dernier ayant en effet fait l'objet d'une demande de l'ASN qui a exigé d'EDF la réparation d'une dégradation de l'étanchéité du revêtement métallique de l'enceinte du réacteur.

Dès le lendemain, ce sont les Verts allemands qui ont mis en cause le site de Cattenom (Moselle), dont la fermeture est également réclamée par les autorités luxembourgeoises.

Et dans la foulée, des médias germaniques ont révélé qu'« une panne dans la plus ancienne centrale atomique française, celle de Fessenheim en Alsace avait été bien plus grave qu'on ne le pensait ». L'incident incriminé était survenu le 9 avril 2014 sur le réacteur n° 1 du site alsacien. A l'époque, l'ASN avait évoqué « une inondation interne dans la partie non nucléaire de l'installation qui a endommagé des systèmes électriques de sauvegarde et conduit à la mise à l'arrêt du réacteur ». L'ASN avait tranquillement classé cet incident en niveau 1 ! Mais le récit fait par les médias allemands de cet incident est autrement dramatique. La *Süddeutsche Zeitung* fait état « d'une suite de défaillances techniques et de chaos », qui aurait conduit à ce que le réacteur ne soit « temporairement plus contrôlable ». Le journal accuse l'ASN d'avoir dissimulé ce fait, en particulier en ne mentionnant pas que pour arrêter le réacteur, les équipes ont dû procéder à l'injection d'une solution d'eau borée, afin d'« étouffer » la réaction nucléaire. Le quotidien fait aussi état d'une « température du réacteur hors de contrôle ». La ministre de l'environnement allemande, Barbara Hendricks, a aussitôt réagi en déclarant que Fessenheim « devait être fermée le plus vite possible », une demande déjà formulée à plusieurs reprises par le passé.

L'affaire n'a fait, en tout cas, que relancer la polémique sur la centrale de Fessenheim, la plus ancienne de France, dont les deux réacteurs ont été connectés au réseau en 1977. Le menteur patenté François Hollande avait promis la fermeture de Fessenheim avant la fin de son quinquennat. Cela ne fait même plus rire. La loi de transition énergétique contraindra paraît-il à arrêter deux tranches nucléaires lors de la mise en service de l'EPR de Flamanville (Manche). Mais celle-ci n'est officiellement pas attendue avant fin 2018, si elle a lieu un jour, ce qui est loin d'être certain au vu des déboires du chantier EPR. Quant aux politiciens bornés comme Sarkozy et ses pairs, leur stupidité ne connaît pas de bornes. En dépit de leurs soubresauts pathétiques, les derniers dinosaures qui s'agitent au sein du lobby nucléaire moribond ne peuvent cependant plus empêcher l'inéluctable.

Une filière condamnée, des coûts exorbitants

Car les faits sont là : la consommation d'électricité ne cesse de baisser partout en Europe, les prix de revient du solaire et de l'éolien sont désormais en dessous de celui de l'atome, les projets de réacteurs se cassent la figure les uns après les autres, EDF et Areva doivent être renfloués à coup de milliards, et jusqu'à l'ASN elle-même qui conteste publiquement les propos de Ségolène Royal et du gouvernement sur le prolongement de la durée de vie des centrales. Pas un jour sans que le nucléaire ne subisse un nouveau coup qui sape sa prétendue toute puissance et son caractère soi-disant irremplaçable pour la production électrique. En désaccord avec le projet de construction de réacteurs EPR en Grande-Bretagne, le directeur financier d'EDF lui-même vient de démissionner. Un événement capital qui confirme ce que le NPA prévoit depuis longtemps : ce n'est pas seulement le programme EPR mais la filière nucléaire dans son ensemble qui a du plomb d'ans l'aile.

L'abandon du projet de construction de quatre EPR en Inde est imminent, la probabilité d'abandon des quatre autres chantiers en cours augmente chaque jour en raison de retards immenses et des pitoyables ratages d'Areva dans la fabrication des cuves. Le seul EPR dont la cuve est correcte est celui de Finlande car c'est Mitsubishi et non Areva qui l'a fabriquée. Les Finlandais, qui réalisent qu'ils n'ont plus besoin de ce bazar, annoncent désormais clairement qu'ils préfèrent se faire rembourser en attaquant Areva devant la justice internationale.

EDF, au bord du gouffre, est désormais bien incapable de reconstruire les trente réacteurs qu'il faudrait pour renouveler le parc actuel, et tout aussi incapable de financer la remise en état des vieilles centrales, opération annoncée au départ à 55 milliards d'euros mais qui coûterait bien plus du double si l'aventure était lancée. Quant au centre d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, qui ne devait coûter que quelques milliards au début des recherches, il s'avère que ce sont des dizaines de milliards qu'il faudrait engager pour le mener à bien si les pouvoirs publics poursuivent dans cette folie et si l'opposition qui se renforce ne les fait pas capituler.

De plus en plus d'éditorialistes bourgeois l'annoncent donc : EDF va être forcée de fermer une bonne partie de ses réacteurs dans les années qui viennent.

Réjouissons-nous donc ! Mais le revers de la médaille, c'est qu'aucune alternative n'a été prévue, et que nous courons à la catastrophe économique. Il va en effet falloir à la fois gérer l'aval du cycle (démantèlement, surveillance des sites abandonnés, déchets...) et réinvestir enfin dans le renouvelable. Tout cela en même temps et pour la même génération ! Un gouffre absolu qui viendra se surajouter aux difficultés engendrées par la crise capitaliste que nous connaissons.

Mais ce n'est pas tout, des coupures de courant massives se produiront inmanquablement dans les années à venir, avec pour conséquence une baisse obligatoire de la consommation (plutôt une bonne chose pour la planète) mais aussi une importation massive d'électricité à prix fort auprès de nos voisins qui ont fait de meilleurs choix. Au final, les centaines et centaines de milliards d'euros nécessaires pour réparer l'abrutissement crasse de nos élites vont manquer à la communauté humaine de demain.

Le NPA propose la révolution énergétique qui permettrait d'éviter le pire : seule la socialisation totale de la filière énergétique ainsi que la gestion par les salariés et les usagers permettra d'éviter une catastrophe sans précédent, écologique comme économique.

Claude Kaiser

P.-S.

* Paru dans la Revue L'Anticapitaliste n°77 (juin 2016) :

<https://npa2009.org/idees/ecologie/lindustrie-du-nucleaire-en-crise-ouverte>